Métier non traditionnel. Traditionnellement, les postes de gouvernance ont été conçus exclusivement par les hommes et pour ceux-ci. Pour une femme, s'insérer dans la sphère politique comporte donc son lot de difficultés et de défis. D'entrée de jeu, Suzanne Proulx a rappelé l'importance pour celles-ci de prendre leur place en politique. «Au niveau municipal, il y a beaucoup moins de femmes par rapport à l'ensemble du Québec, a-t-elle souligné. Sur environ 1000 municipalités, il y en a 16 % qui ont une femme à la mairie. Il y a encore une centaine de municipalités qui n'ont aucune femme élue sur les conseils municipaux, qui sont donc exclusivement masculins.» La députée de Sainte-Rose a profité de l'occasion pour lancer l'idée d'un réseau lavallois de femmes en politique, tous paliers confondus, incluant les élues de la Commission scolaire de Laval. Le porte-à-porte: un obstacle? Cogner aux portes de son quartier reste la manière la plus efficace pour une candidate de connaître les préoccupations des citoyens. Toutefois, le porte-à-porte peut en indisposer plusieurs, et certaines femmes font volte-face pour cette raison. «Avant que ma décision soit prise de me lancer en politique, c'était toujours le porte-à-porte qui me venait en tête, témoigne Suzanne Proulx. J'essayais de m'imaginer en faire et je me disais que je ne serais jamais capable d'aller cogner chez des gens que je ne connaissais pas, de peur de les déranger ou qu'ils me parlent de quelque chose que je ne connais pas.» Finalement, c'est son désir d'écouter les citoyens qui a pris le dessus sur sa crainte. Depuis, elle y a pris goût et cette activité est dorénavant rendue un incontournable. «La première fois, c'est intimidant, se remémore Mme Proulx. Mais il faut être capable de cogner à une ou deux portes et se mettre en mode "écoute". C'est comme cela que vous construirez votre propre plateforme électorale.» Étant donné que les femmes se retrouvent souvent à avoir la charge des tâches familiales, certaines participantes se questionnaient à savoir si se présenter à un domicile avec son enfant pouvait être mal perçu pour le citoyen. «Mettre ses enfants à l'avant-plan sur la place publique, c'est faire une brèche dans sa vie privée, croit Luc Samama, animateur de la discussion. Toutefois, il n'y a rien de contre-indiqué.» Jacinthe Gagnon, candidate pour le Nouveau Parti des Lavallois (NPL), croit que le porte-à-porte avec son enfant doit être fait en fonction de la volonté de celui-ci à suivre sa mère. «Ce qu'il faut prendre en considération lorsqu'on est mère, c'est que nous

choisissons la politique, mais pas notre entourage.» Le financement… Le nerf de la guerre? Certaines femmes ont parfois des réticences à se présenter comme candidate aux élections étant donné les activités de financement, qu'elles perçoivent comme des obstacles. Nicole Caron, candidate pour le NPL, a hésité à s'engager dans la campagne puisqu'elle œuvre dans un organisme communautaire et ne peut se permettre de prendre un congé sans solde. «D'autant plus que je n'ai pas un réseau qui va me permettre d'amasser d'énormes dons, explique-t-elle. Mon réseau est communautaire, il n'est pas riche. Pour moi, c'était une contrainte.» Luc Samama croit qu'il faut être créatif, et miser sur le contact avec les gens, de manière stratégique, pour créer sa propre visibilité. «Faire du porte-à-porte et être à la sortie des épiceries, ça ne coûte rien, propose-t-il. Il ne faut pas comparer ses moyens, il faut plutôt mettre en place la meilleure équipe qui soit. Vous pouvez faire efficacement une campagne avec une centaine de dollars et votre adversaire peut brûler son plafond de dépenses et perdre. Il y a tellement de contextes différents.»   La parité? Une occasion manquée La Table de concertation de Laval en condition féminine (TCLCF) a fait savoir qu'elle est «consternée» par la sous-représentation des femmes au sein des formations politiques lavalloises. «Malgré le fait que les Lavalloises constituent plus de 50 % de la population, la proportion des candidates annoncées ne dépasse pas, pour le moment, le seuil du 30 % au sein des partis. Ceci représente un recul considérable comparativement aux candidatures féminines des élections municipales de 2009», peut-on lire dans un communiqué envoyé par l'organisme. La TCLCF croit que si certaines femmes expriment des réticences à se présenter, ce n'est pas par manque de volonté ou d'habiletés, mais parce qu'elles font encore aujourd'hui face à de nombreux obstacles: les exigences financières d'une campagne électorale, les défis de concilier l'engagement politique avec le travail, ainsi que les soins familiaux et les tâches domestiques, dont elles sont encore les principales responsables. «Si nous souhaitons établir une démocratie égalitaire et inclusive, il ne suffit pas de souhaiter recruter plus de femmes, mais d'oser remettre en question la culture politique existante et les pratiques qui contribuent à exclure une partie importante de la population», fait

valoir l’organisme.</p>